



Défis et enjeux de la décolonisation des savoirs sur le Burundi

LSE Research Online URL for this paper: <http://eprints.lse.ac.uk/104733/>

Version: Published Version

Online resource:

Jamar, Astrid, Stys, Pat, Birantamije, Gérard and Vermylen, Aurore (2020) Défis et enjeux de la décolonisation des savoirs sur le Burundi. Africa at LSE (20 May 2020). Blog Entry.

Reuse

Items deposited in LSE Research Online are protected by copyright, with all rights reserved unless indicated otherwise. They may be downloaded and/or printed for private study, or other acts as permitted by national copyright laws. The publisher or other rights holders may allow further reproduction and re-use of the full text version. This is indicated by the licence information on the LSE Research Online record for the item.



Astrid Jamar Pat Stys Gérard Birantamije Aurore Vermeylen May 20th, 2020

Défis et enjeux de la décolonisation des savoirs sur le Burundi

0 comments | 3 shares

Estimated reading time: 6 minutes



L'importance de la décolonisation de la pensée est désormais largement admise tant dans le monde académique que dans la sphère publique. Conscients des enjeux de celle-ci, nous avons pris le pari de la mettre en application lors de l'organisation de la quatrième conférence annuelle du Réseau de Recherche sur le Burundi. Afin d'éviter une domination des auteurs des pays du Nord sur la production du savoir sur le Burundi, nous avons décidé d'organiser cette conférence en Afrique. Cependant, nous nous sommes rendu compte que les efforts pour décoloniser les savoirs, s'ils s'avèrent indispensables, peuvent se heurter à des contraintes pratiques et théoriques, qu'il est utile de mettre en lumière ici. Tentons de faire le bilan.

Ce texte est le premier de la [série des blogs d'Idjwi](#). Il fait état du contexte dans lequel la recherche sur la région des Grands Lacs en Afrique est produite. C'est ce contexte qui a motivé la retraite d'écriture sur l'île d'Idwji au lac Kivu en novembre 2019, au cours de laquelle des chercheurs de la région ont échangé sur et affiné leurs propres recherches.

L'importance de la décolonisation de la pensée est désormais largement admise tant dans le monde académique que dans la sphère publique. Conscients des enjeux de celle-ci, nous avons pris le pari de la mettre en application lors de l'organisation de la quatrième conférence annuelle du Réseau de Recherche sur le Burundi. Afin d'éviter une domination des auteurs des pays du Nord sur la production du savoir sur le Burundi, nous avons décidé d'organiser cette conférence en Afrique. Cependant, nous nous sommes rendu compte que les efforts pour décoloniser les savoirs, s'ils s'avèrent indispensables, peuvent se heurter à des contraintes pratiques et théoriques, qu'il est utile de mettre en lumière ici. Tentons de faire le bilan.

Au Burundi, les débats sur la décolonisation des savoirs s'intensifient, ce qui est une bonne chose. Mais, ils naissent dans un contexte politique particulièrement tendu, d'un régime autoritaire qui utilise lui-même les arguments de décolonisation à ses propres fins.

Paradoxalement, exprimer une opinion opposée au colonialisme et au néocolonialisme au Burundi peut être perçu comme un soutien au régime actuel. Il faut donc y être attentif et prendre le temps de décortiquer les enjeux de tels discours au regard d'un tel contexte, d'énoncer les choses clairement, afin de ne pas tomber dans un piège de la pensée.

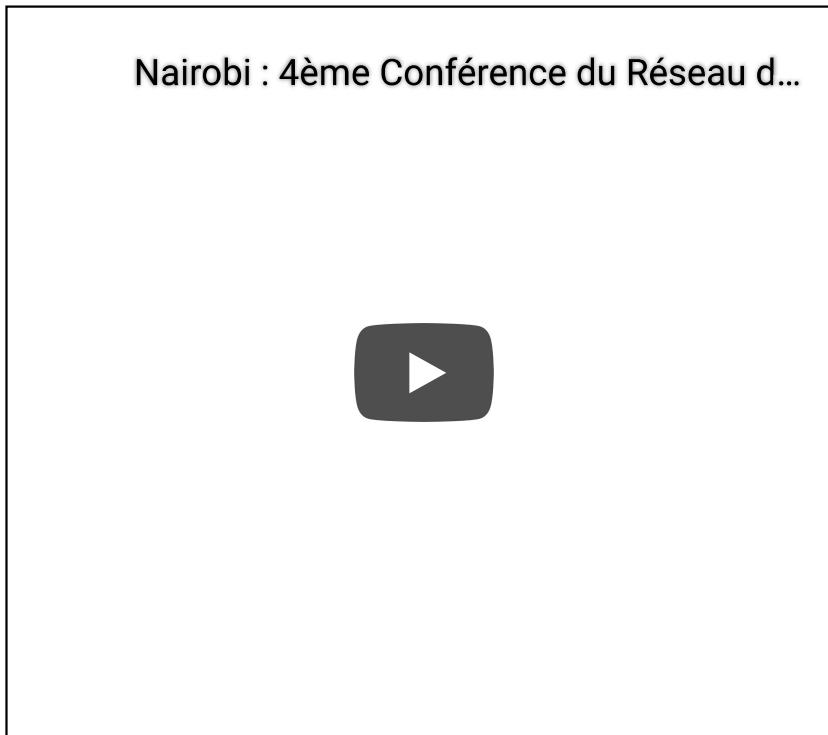
La conférence de 2019 du Réseau de Recherche sur le Burundi (Burundi Research Network – BRN) s'est tenue à Nairobi, au Kenya, en juillet 2019. Ce fut la 4e conférence annuelle, et le premier événement

du réseau qui se déroulait hors des universités dites du « Nord » ou de « l'Occident » (les trois premières conférences ayant eu lieu en Belgique).

Le Réseau de Recherche sur le Burundi est né du constat d'un besoin de collaboration entre pairs. Il vise à favoriser la mise en connections de chercheurs du Burundi et « du monde entier » – entendez chercheurs non Burundais travaillant sur le Burundi – et, ce, afin de produire une recherche de qualité issue d'échanges, de collaborations et de soutiens entre pairs. Chaque année, un thème différent est mis à l'honneur lors des conférences annuelles du réseau. A Nairobi, le thème choisi était celui des crises politiques, de l'exil et de la production de la connaissance. Nous nous sommes concentrés sur (1) les approches régionales (qui permettent de situer les crises burundaises face aux enjeux géopolitiques de l'Afrique de l'Est et Centrale) ; et sur (2) les approches épistémologiques en lien avec la décolonisation de la recherche et la liberté de parole restreinte dans le contexte académique au Burundi.

L'étendue des connaissances sur le Burundi est le fruit de l'entreprise coloniale et a été principalement écrite par des universitaires occidentaux. Forts de cet héritage, c'est donc le rôle des Occidentaux de se questionner sur la manière dont les universitaires burundais ou africains contribuent au cadre épistémologique. Il leur faut reconnaître l'apport de leur recherche, et ce, dans le but de décentraliser et de décoloniser les savoirs produits sur le Burundi. Depuis la première conférence du BRN en 2015, date à laquelle un seul burundais était alors présent, le réseau s'est efforcé de surmonter ces contraintes de l'eurocentrisme du monde académique et a progressivement intégré plus d'universitaires burundais. A Nairobi, 42 des 52 auteurs sélectionnés pour présenter leurs travaux étaient des chercheurs burundais. Les politiques d'immigration en Europe étant de plus en plus restrictives, les frais de voyage étant démesurés (voire

exorbitants), le fait d'organiser une conférence à Nairobi a de facto facilité l'accès aux Burundais.



Sur le plan théorique, nous constatons un manque criant d'informations à propos de la période coloniale au Burundi. Bien sûr, quelques références générales sur les conséquences négatives de la colonisation existent et sont souvent évoquées. Mais les travaux universitaires analysant en détail les violences physiques et épistémiques sous les administrations coloniales allemandes et belges sont pour le moins inexistantes. Par ailleurs, l'aveuglement quant à la nature néfaste du colonialisme et de ses héritages subsiste chez certains chercheurs, voire dans le débat public belge. D'autre part, l'instrumentalisation politique de la critique coloniale par le régime actuel rend ces efforts de recherche particulièrement délicats, voire sujets à controverse, et ce notamment dans le cadre des débats universitaires.

Depuis 2015, année qui a vu naître une nième crise au Burundi, les Etats occidentaux et les organisations internationales dénoncent des faits de violations des droits humains de la part du gouvernement et

de ses milices. En parallèle, et par conséquence, ces premiers exercent diverses pressions diplomatiques sur le Burundi, notamment en réduisant les aides au développement. De leur côté, les autorités burundaises réfutent en bloc ces accusations. Elles aussi ont prises des mesures politiques fortes : elles ont suspendu pendant plusieurs mois la plupart des ONG internationales présentes sur le territoire, et elles ont déclaré les inspecteurs des Nations Unies personae non grata dans le pays. De telles actions ont été justifiées par l'invocation de la nature néocoloniale des interventions étrangères. Le soutien des institutions occidentales aux partis d'opposition et aux militants anti-Nkurunziza a compliqué davantage encore la situation et ce sentiment d'interventionnisme néocolonial. Pour ces raisons, la question coloniale reste un sujet sensible dans le contexte actuel. Pour le professeur Evariste Ngayimpinda, qui était invité à donner la session inaugurale lors de la conférence, attribuer tous les problèmes du Burundi au colonialisme n'est pas toujours des plus efficaces. Ses propos résonnaient avec les actions gouvernementales.

Burundi: les séquelles du colonialisme, ...



Le premier jour de la conférence a été consacré aux questions de méthode liées à la recherche au et sur le Burundi. Différents aspects

ont été abordés. Nous avons identifié et établi conjointement des stratégies de production et de diffusion de résultats de recherche. Nous avons abordé la question des asymétries de pouvoir dans le transfert des connaissances et dans la diffusion des idées. Les participants ont également communiqué les domaines de recherche qui les intéressaient ainsi que leurs programmes de recherche en cours, afin de favoriser les échanges ultérieurs :

Ensemble, nous avons pu constater un écart important entre les intérêts de recherche des participants et les programmes en cours, résultant de différents facteurs : les possibilités de financement extrêmement limitées ; l'imposition de sujets de recherche par les organismes de financements (souvent étrangers) ; la nécessité de changer de sujet de recherche en raison des parcours de vie des chercheurs et des participants à la recherche ; les risques sécuritaires (par exemple le fait de s'exiler). Les questions d'autocensure et de non-encadrement des recherches sont apparues comme étant les principaux défis à relever. À la fin des discussions, certains participants ont proposé de créer un « chapitre Burundi » au sein du BRN afin de créer un espace dédié à plus d'initiatives conduites par les chercheurs burundais au sein même du Burundi. Nous pensons qu'il est non seulement essentiel d'adopter une telle initiative, mais aussi qu'il est extrêmement important que la recherche sur le Burundi soit marquée par des bases régionales encore plus fortes. Bien entendu, de tels efforts seraient influencés par les défis structurels auxquels le Burundi est confronté.

Un autre aspect important de notre approche « décoloniale » a été la mise en place d'efforts pour changer le cadre de compréhension des questions politiques au Burundi. Nous avons choisi de nous concentrer sur une approche régionale pour rendre compte des parcours de vie des citoyens et des dirigeants politiques, tout en les mettant en relation avec les dynamiques transfrontalières. Nous

partons en effet du postulat que le Burundi doit se penser en dehors de ses frontières physiques, du fait de l'importance des mouvements de populations. Les deux intervenants principaux (les Keynotes) ont consacré leurs réflexions aux questions de régionalisation, de crises politiques et de réfugiés ; tout en insistant encore une fois sur la décolonisation du cadre épistémologique de la recherche sur le Burundi.

Analysant les manœuvres diplomatiques entourant les mouvements de réfugiés en Afrique centrale et orientale, la première conférence inaugurale donnée par le professeur Evariste Ngayimpenda a souligné (1) comment les flux de réfugiés ont historiquement été associés à la sécurité et au déplacement de personnes, mais aussi aux conflits et aux guerres transfrontalières ; et (2) comment ceux-ci ont entraîné des dynamiques régionales à l'échelon politique (nouveaux pouvoirs en place issus de vagues d'exilés par exemple ; ou gouvernance basée sur la gestion des flux). Notre deuxième intervenante, Dr Andrea Purdekova, a interrogé le cadre d'analyse de la « crise » appliquée aux événements du Burundi à partir de 2015 et au-delà. Alors que la région des Grands Lacs africains a souvent été décrite comme une région caractérisée par des cycles de violence et de déplacements de populations, Dr Andrea Purdekova a souligné les mauvaises interprétations induites par de tels cadres conceptuels. Elle a ensuite ajouté que :

« Nous ne traiterons pas le Burundi comme un simple lieu de collecte de données où l'on viendrait tester des théories et y appliquer des concepts conçus ailleurs ; nous entreprendrons des recherches sur le Burundi pour pousser à la mise en place de modèles théoriques plus complexes sur la manière dont le conflit, les déplacements de populations et l'État interagissent et se développent mutuellement. »

Comme la régionalisation et la production de la connaissance ne sont que quelques aspects du cadre épistémologique de la recherche sur le Burundi, une multitude d'autres thématiques ont été abordées par les chercheurs lors de différentes sessions organisée en panels. Le réseau a été ravi de voir des débats académiques ouverts entre les chercheurs, dépassant certains réflexes d'(auto)censure causés par le long passé de violence perpétuée au sein des établissements d'enseignement, le désir de rester dans le pays et la peur de la répression politique. Ironiquement, le fait qu'il y ait plus de participants burundais que d'occidentaux a permis de garantir que ces débats soient dirigés et alimentés par et pour des universitaires burundais ; au lieu d'être dominés par leurs homologues occidentaux – ce qui arrive dans d'autres contextes académiques.

Les débats sur la décolonisation des savoirs sont marqués par de nombreux obstacles que nous tenons à souligner ici. Nous avons été confrontés à d'énormes défis en organisant une conférence dans un lieu connu uniquement par quelques membres du comité d'organisation. De plus, nous avons dû accumuler des pistes de budgets très différentes puisqu'il n'existe pas, en pratique, d'initiative « clé sur porte » pour de tels projets. Répondre aux exigences administratives d'institutions de quatre pays différents avec des réglementations budgétaires et des délais très différents a nécessité énormément de temps de travail et de coordination. Une conférence organisée dans une université européenne aurait été beaucoup plus simple à organiser. Nous avons choisi le Kenya pour accueillir la conférence, car les ressortissants burundais n'ont pas besoin de visa pour entrer dans ce pays (et parce que la liberté de parole y est possible). Malgré cela, plusieurs invités n'ont pas pu assister à la conférence en raison de divers problèmes de visa, tels que l'absence de visas retour pour les invités burundais temporairement basés en

Europe, ou la durée de traitement des visas pour les réfugiés burundais.

Un autre point à soulever est que très peu de chercheurs issus d'universités occidentales ont participé à cette rencontre annuelle – pourtant destinée à tous les universitaires et pas seulement aux burundais. Cela s'explique peut-être par des agendas chargés, mais il est fort probable que l'explication réside dans des enjeux structurels complexes : trop loin, trop cher, ou non conforme au système de classement des universités occidentales. Un tel déséquilibre entre les intérêts et la participation a compromis la volonté de décolonisation de la conférence. Si ce sont essentiellement des chercheurs burundais qui participent à une conférence à Nairobi, faisons-nous réellement autre chose que de redéfinir le cadre de développement du « renforcement des capacités » de la recherche au Burundi, en utilisant simplement un nouveau vocabulaire pour l'accomplir ?

Pour poursuivre ce programme de décolonisation de la pensée, nous avons organisé un atelier d'écriture pour soutenir la diffusion des recherches présentées par les universitaires burundais lors de la conférence de Nairobi. Cet atelier a été organisé en collaboration avec *le Centre Pour l'Autorité Publique et le Développement International* (The **Centre for Public Authority and International Development**), en élargissant la participation aux collègues congolais travaillant sur des sujets similaires, en adéquation avec cette idée de régionalisation des connaissances. Une telle collaboration nous a permis de nous appuyer sur l'expérience du centre dans le soutien aux chercheurs africains, et nous a aidé à concevoir un programme de diffusion des travaux de recherche issus de cet atelier. Ensemble, nous voulons continuer à développer les capacités de recherche dans différents pays et faciliter l'accès des Burundais aux réseaux et aux publications d'articles universitaires internationaux. Restez à l'écoute pour en savoir plus sur les résultats de cette initiative !

La participation de trente des participants (pour l'achat des vols et des nuits d'hôtel) et de tous (pour les lunchs, pauses café et autre logistique) a été rendue possible grâce aux précieux soutiens financiers de l'Open University (Royaume-Uni), de l'IFRA-Nairobi (France), de l'UCL/IACCHOS (Belgique) et de l'ARES (Belgique). La conférence s'est tenue dans trois endroits différents de Nairobi : à l'IFRA, au Columbia Global Centres Nairobi et au PAWA254. Nous tenons à remercier Marie-Aude Fouere et Marion Asego (IFRA), Emily Smith (Open University) et Pauline Muthoni (Columbia University, Columbia Global Centres), Emmanuel Klimis (Université Saint-Louis de Bruxelles) et Julien Moriceau (Université Catholique de Louvain et C-Lever), pour leur soutien indispensable à l'organisation de la conférence.

Photo credit: US Army Africa (CC BY 2.0).

About the author



Astrid Jamar

Dr Astrid Jamar is a Lecturer in Development at Development Policy and Practice (DPP), The Open University. She obtained her PhD in International Development from the University of Sussex.

For over a decade, her research has focused on transitional justice and international aid in the African Great Lakes region. She is a Research Affiliate in the Political Settlements Research Programme, University of Edinburgh.



Pat Stys
Pat Stys is a Research Officer in the Centre for Public Authority and International Development at LSE and Co-investigator on the research project 'With or against the Flow' exploring water use in Goma, DRC.



Gérard Birantamije

Dr Gérard Birantamije is a lecturer at the Université du Lac Tanganyika. He holds a PhD in Political and Social Sciences. His research focusses on Security Sector Reform in Burundi and the African Great Lakes Region. He also works on international peacekeeping and peacebuilding policies and his research has been published in the Journal of Eastern African Studies, Routledge, Monkey Cage and African Mind.



Aurore Vermylen

Aurore Vermylen is a PhD candidate in Social Anthropology at the Laboratoire d'Anthropologie Prospective of Université Catholique de Louvain, Belgium. She is undertaking research at the intersection of refugee camps, political crises and cross-border regional dynamics within the African Great Lakes Region.